

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

N° 25 006

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Nettoyage des locaux, des extérieurs, des sites de Toulon et de La Garde de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS).

1	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE.....	4
1.1	OBJET DU MARCHE	4
1.2	FORME DU MARCHE ET REFERENCE AUX TEXTES DES MARCHES PUBLICS	4
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES	4
3	DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION.....	5
3.1	DUREE DU MARCHE	5
3.2	RECONDUCTION.....	5
4	EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE.....	5
4.1	LIEU D'EXECUTION	5
4.2	ETAT DES LIEUX.....	5
4.3	REPRISE DU PERSONNEL.....	5
4.4	LE PERSONNEL	6
4.5	LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
4.6	PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE	7
4.7	MESURES DE SURETE	7
4.8	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS RECURRENTES (FORFAITAIRES)	8
4.9	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS PONCTUELLES	8
4.10	LIVRAISON – HORAIRE DE LIVRAISON - CONDITIONNEMENT.....	9
4.11	PROTOCOLE DE SECURITE	9
4.12	CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	9
4.13	CLAUSES SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE.....	10
4.14	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	11
4.15	CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
5	DECLARATION DU SOUS TRAITANT	12
6	PENALITE.....	12
6.1	PENALITE EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
6.2	PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	12
6.3	PENALITE POUR NON RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	Erreur ! non défini.
7	REFACTION	13
8	ASPECT FINANCIER DU MARCHE.....	13
8.1	FORME DES PRIX.....	13
8.2	CONTENU DES PRIX.....	13
8.3	MODALITES DE REVISION, CHOIX DES INDEX DE REFERENCE.....	13
8.4	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	14
9	MODALITES FINANCIERES.....	14
9.1	FACTURATION	14
9.2	MODALITES DE REGLEMENT	14
10	DELAIS DE PAIEMENTS	15

10.1	PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT	15
10.2	CESSION – NANTISSEMENT	15
11	ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES	16
11.1	ASSURANCE.....	16
11.2	RESILIATION.....	16
11.3	REGLEMENT DES LITIGES	16
11.4	FIN DU MARCHE – REPRISE DU MATERIEL.....	16
12	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL « COLLECTEES » PAR LE PRESTATAIRE EN QUALITE DE RESPONSABLE DE TRAITEMENT.....	16
13	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	17
14	DEROGATION AU CCAG/FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICE	17

1 CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le nettoyage des locaux et des extérieurs sur les sites de Toulon et de la Garde (83).

Il comprend pour le site de Toulon, des prestations à prix forfaitaires et des prestations à la demande (bons de commande) à prix unitaire.

Pour le site de la GARDE (83), il s'agit de prestations à la demande (à bons de commande), prix unitaire.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

1.2 FORME DU MARCHE ET REFERENCE AUX TEXTES DES MARCHES PUBLICS

La consultation est lancée suivant une procédure formalisée visée à l'article R 2124-1 du code de la commande publique (CCP) (décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018).

La consultation est un appel d'offres ouvert visée à l'article R 2124-2 du code de la commande publique (CCP) (décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018).

La consultation prend en compte l'utilisation de bon de commande visée à l'article R 2191-16 du code de la commande publique (CCP) (décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018).

Il s'agit d'un marché public composite :

- Poste 1 de type forfaitaire pour les prestations récurrentes sur les sites de Toulon.
- Poste 2 de type accord-cadre exécuté à bon de commande au fur et à mesure pour les prestations ponctuelles sur les sites de Toulon et de la Garde.

L'ensemble du marché (poste 1 et le poste 2) est conclu sans minimum et avec in montant un maximum de 1 490 000.00 euros HT.

Le marché n'est pas alloti.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) Toulon
 - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) prestation complémentaire sur bon de commande
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
 - Annexe 1 convention de stage
 - Annexe 2 Fiche de stage
 - Annexe 3 fiche d'évaluation du stage
 - Annexe 4 liste de reprise du personnel
 - Annexe 5 liste réfaction non-conformité
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 produits 25 006
 - Annexe 2 qualité locaux 25 006
 - Annexe 3 qualité sanitaires 25 006
- ✚ Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. fournitures courantes et de services) applicable aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. (JO du 1^{er} avril 2021) version en vigueur à la notification.

- ✚ Mémoire technique
- ✚ Cadre de réponse technique correspondant à l'offre technique du titulaire.

3 DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION

3.1 DUREE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS le début d'exécution du marché est fixé au 1er octobre 2025. Le marché est conclu pour une année à compter de la date de début d'exécution des prestations. En cas de notification postérieure à cette date, le début d'exécution correspond à la date de notification.

3.2 RECONDUCTION

Le marché est reconductible annuellement par tacite reconduction au plus deux (2) fois, sans pouvoir excéder une durée totale de 3 ans.

Le titulaire n'a pas la faculté de refuser les reconductions.

Dans le cas d'une non reconduction, le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

4 EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

Les descriptions des prestations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

4.1 LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont effectuées sur les sites de la CNMSS énumérés ci-dessous :

CNMSS Toulon
247 et 256 Avenue Jacques Cartier
83 090 Toulon

CNMSS La Garde
Avenue Joseph Louis Lambot
83 130 La Garde

4.2 ETAT DES LIEUX

Le titulaire déclare connaître parfaitement la constitution des locaux et des extérieurs, la consistance des matériels et des équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et de règlements applicables en la matière.

Il est impératif de procéder à une visite des sites après notification pour établir un état contradictoire des lieux, lequel est signé par les deux parties au démarrage des prestations.

4.3 REPRISE DU PERSONNEL

En application de l'article L 1224-1 du code du travail et des dispositions de la Convention Nationale des entreprises de propreté et service associés du 26 juillet 2011, le titulaire du présent marché s'engage à

assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché, dans les conditions prévues par ces textes.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnités, conformément à l'article 41.1 du CCAG/FCS.

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire du marché public procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. La CNMSS n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

4.4 LE PERSONNEL

Dès notification du marché, ou au plus tard 8 jours ouvrés avant le début des prestations, le titulaire remet au responsable de la CNMSS, la liste nominative de l'ensemble du personnel affecté sur site.

Cette liste doit être tenue à jours et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel ainsi que dans sa qualification, notamment si un employé cesse ou commence son travail. Cette liste est communiquée en début de mois au représentant de la CNMSS.

Le personnel sur site :

Les effectifs globaux du personnel nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP, la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, basée notamment sur les périodicités définies aux CCTP, sont fixés par le titulaire dans le mémoire technique transmis dans son offre. Le titulaire s'engage à respecter à minima le nombre d'effectifs qu'il a fixé dans son offre.

Si un agent d'exécution est absent pour n'importe quelle raison, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente. Le titulaire est tenu d'assurer les prestations minimales définies ci-après, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité :

- Propreté des blocs sanitaires et distribution des consommables.
- Ramassage et enlèvement des papiers et objets divers dans les zones publiques
- Collecte et vidage des poubelles dans les récipients prévus à cet effet.

Le personnel d'encadrement :

Le prestataire s'engage sur les effectifs d'encadrement prévus dans son offre.

Ces agents sont responsables de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des clauses techniques du C.C.T.P.

Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes :

La proportion maximale des travailleurs affectés d'une aptitude physique restreinte et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations, objet du marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

Tenues de travail et équipement de protection :

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtement de travail en nombre nécessaire, si besoin de protection, d'un type et d'une couleur permettant de reconnaître les personnels du titulaire intervenant dans les locaux de la CNMSS.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise (logo).

Aucun agent n'est admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

4.5 LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Obligation de résultat :

Le présent marché est assorti d'une obligation de résultat au titre de laquelle le titulaire s'engage à effectuer les prestations pour les montants fixés, sans aucune rupture de la continuité du service. Il s'agit de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, les procédés et les ressources nécessaires à l'exécution des prestations

Obligation de conseil :

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Obligations d'information :

Le titulaire est tenu de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Obligations de confidentialité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.6 RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DU PERSONNEL

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en, toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire.

4.7 PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra rédiger et présenter à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prise pour les prestations effectuées ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, techniques, grève ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec le service prescripteur afin de lui préciser les attendus de la CNMSS.

4.8 MESURES DE SURETE

Le titulaire remet à la CNMSS la liste des personnels qui interviennent sur le site.

Le personnel du titulaire circulant à l'intérieur de la CNMSS doit être muni d'un badge (personnel présent la journée : contremaître, chefs d'équipes, agents). A cet effet, le titulaire demande la délivrance des badges nécessaires auprès du Bureau Sûreté et Sécurité de l'Etablissement de la CNMSS.

Les remplacements des absences doivent être signalés à la CNMSS. Le titulaire veille à ce que ses personnels se conforment strictement aux règles d'accès et de circulation à l'intérieur de l'établissement telles que définies.

Les bâtiments de la CNMSS sont placés, dans le domaine de la défense-sécurité, sous le contrôle du ministère des armées. En conséquence, au vu de l'article R114-4 du code de la sécurité intérieure, une enquête administrative (CONTROLE PRIMAIRE) sera demandée pour le personnel du titulaire et le personnel des sous-contractants du titulaire appelés à intervenir sur le site du marché. Cette enquête peut donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'art 230-6 du code de procédure pénale, y compris les données portant sur les procédures judiciaires en cours.

Pour cela, un exemplaire du formulaire joint en annexe (DEMANDE DE CONTROLE PRIMAIRE) devra être rempli intégralement par chaque personnel du titulaire appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour exécuter les prestations. La totalité des formulaires individuelles sera transmis à la CNMSS au minimum 60 jours avant le premier accès au site. En fonction des résultats de cette enquête, la CNMSS se réserve le droit de refuser l'accès définitif au personnel concerné du titulaire ou du sous-contractant.

Le titulaire doit s'assurer que, même en cas d'urgence, le personnel en congés ou absent pour raison inopinée ou fortuite est remplacé par du personnel disposant d'un contrôle primaire valide

Le CONTROLE PRIMAIRE doit être renouvelé tous les 3 ans. Il appartient au titulaire d'initier les démarches de demande de renouvellement de ces autorisations d'accès pour ses personnels trois mois avant l'échéance de l'autorisation en cours.

Particularité : Si le contrôle primaire est en cours d'examen ou si le respect du délai de 60 jours est impossible en raison d'une notification du marché proche du début d'exécution des prestations, les personnels du titulaire pourront exceptionnellement demander un laissez-passer temporaire au bureau de sécurité de la CNMSS.

4.9 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS RECURRENTES (FORFAITAIRES)

Le poste 1 sites de Toulon - Les prestations récurrentes seront exécutées conformément aux exigences du CCTP. La date de début d'exécution des prestations, au titre du forfait, est fixée au 01/10/2025 ou date de notification si elle est postérieure.

4.10 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS PONCTUELLES

Le poste 2 sites de Toulon et la Garde - Les prestations ponctuelles sont exécutées par l'émission de bon de commande émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être adressés par tous moyens et jusqu'au dernier jour de validité du marché (courriel...) avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence du marché, la désignation des prestations commandées et leur prix, le lieu d'exécution, la nature et le volume de la prestation ainsi que son délai d'exécution.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix indiqués dans l'annexe de prix à l'acte d'engagement.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

4.11 LIVRAISON – HORAIRE DE LIVRAISON - CONDITIONNEMENT

Livraison :

La livraison des produits d'entretien, des consommables et des appareils destinés à leur distribution et autres matériels nécessaires à la prestation, est effectuée sous la responsabilité du titulaire qui contacte la CNMSS avant toute livraison.

Les horaires de livraison :

Les livraisons sont effectuées les jours ouvrés, et sous la responsabilité du titulaire

- Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30
- Le vendredi de 8 h 30 à 11 h 00

Conditionnement – emballage des produits de nettoyage et des consommables :

Les produits doivent être stockés dans des emballages ou conditionnement garantissant leur intégrité.

4.12 PROTOCOLE DE SECURITE

Les opérations de chargement et de déchargement des fournitures doivent se conformer à l'arrêté du 26 avril 1996, JO du 8 mai 1996, relatif aux opérations de chargement et de déchargement de produits ou de matériaux ; aussi, un protocole de sécurité est-il formalisé, avant la première livraison entre le titulaire du marché ou son transporteur et la CNMSS en sa qualité d'entreprise d'accueil.

Les consignes de sécurité applicables à la CNMSS sur les sites de TOULON et LA GARDE sont annexées au présent document.

Le titulaire transmet l'exemplaire du protocole de sécurité à son transporteur qui l'adresse dûment compléter et signé à :

CNMSS – Bureau Sûreté et Sécurité de l'Etablissement
247, avenue Jacques Cartier
83090 TOULON Cedex 09.

4.13 CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Opération de vérification – contrôle qualité :

Le dispositif de contrôle qualité de la prestation est décrit aux CCTP.

Ce contrôle a notamment pour conséquence l'application éventuelle des réfections et pénalités décrites aux alinéas suivants.

En cas de litige portant sur les conclusions du contrôle qualité, un arbitrage sur les conclusions du contrôle qualité peut être opéré de façon contradictoire entre un représentant du titulaire et un représentant de la CNMSS dûment désigné.

Ajournement, réfaction et rejets de prestations :

Lorsque la CNMSS estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix.

Lorsque la CNMSS estime que des prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter à nouveau la prestation commandée.

Lorsque la CNMSS estime que des prestations peuvent être admises avec certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter à nouveau dans un délai d'un (1) jour ouvré pour les prestations de nettoyage de qualité renforcée, et dans un délai de deux (2) jours ouvrés pour les prestations de nettoyage de qualité courante et de qualité technique, après avoir effectué les rectifications nécessaires.

Réfections :

Une réfaction est appliquée sur les prix correspondant à toute prestation effectuée partiellement ou d'une manière défectueuse comme indiqué sur le tableau de non-conformité en annexe. Que cela concerne les prestations forfaitaires comme celle sur les prestations sur bon de commande.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, le montant de la réfaction est forfaitaire et non proportionnel à l'importance des imperfections.

Admission des prestations :

La CNMSS dispose d'un délai de 15 jours ouvrable, à compter de l'exécution des prestations pour procéder aux opérations de vérification et prendre, conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG / FCS, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Passé ce délai, la décision d'admission de la prestation est réputée acquise sous réserve des vices cachés.

4.14 CLAUSES SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE

Objet :

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fourni par le titulaire lors de la remise de son offre. Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification de l'accord-cadre entre toutes les parties prenantes.

Le volume mensuel minimal exigé est d'un mois (4 semaines) de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent marché conclus sur son fondement.

Mise en œuvre :

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité.

La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies à l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage (cf. annexe n°1 du présent document).

Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale :

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire répond à toute demande de la personne publique relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi en annexe n°2 du présent document.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

A la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

4.15 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, conformément à l'article R2311-9 du code de la commande public et à l'article 10.3 du CCTP les produits doivent répondre aux exigences ecolabel européen ou équivalent

Par ailleurs le représentant du site procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les produits annoncés.

4.16 CLAUSE DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à modifier le périmètre de la prestation. Aussi, il est inséré dans le présent marché, une clause de réexamen. Toutes modifications feront l'objet d'un acte modificatif signé des deux parties bien que le titulaire ne puisse s'y opposer. Cela concerne :

- + Modification des créneaux horaire du nettoyage
- + L'ajout de prestations nouvelles sur les prestations forfaitaire comme des prestations sur Bordereau des Prix Unitaires (sur acte modificatif unilatéral après demande d'un devis au titulaire)
- + La modification de prestation forfaitaire comme des prestations sur Bordereau des Prix Unitaires
- + Modification sur la fréquence de passage,
- + Modification de revêtement de sol,
- + Modification des surfaces
- + Modification de qualité de nettoyage
- + Fermeture temporaire ou définitif du site de La Garde ou de Toulon
- + En cas de réorganisation certaines prestations forfaitaire ou sur bordereau des Prix Unitaires pourront avoir un service payeur différent.

5 DECLARATION DU SOUS TRAITANT



La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé à la CNMSS selon les conditions décrites aux articles suivants :

- Article R 2193-1 déclaration au moment de l'offre
- Article R 2193-3 et R 2193-4 après la notification du marché

6 PENALITE

6.1 PENALITE EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le montant des pénalités de retard sont détaillées dans le tableau ci-dessous

MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Retard dans l'exécution des prestations permanentes journalières : A compter : <ul style="list-style-type: none"> D'un jour ouvré de retard pour les prestations de nettoyage de qualité renforcée Deux jours ouvrés de retard pour les prestations de nettoyage de qualité courante et de qualité technique	50 euros HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé ci-contre.
Retard dans l'exécution des prestations permanentes hebdomadaires et mensuelles : A compter de cinq jours ouvrés de retard pour les prestations de nettoyage de tous types, les pénalités suivantes sont appliquées par semaine de retard.	50 euros HT par semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé ci-contre.
Retard dans l'exécution des prestations permanentes trimestriel et semestriel : A compter de dix jours ouvrés de retard pour les prestations de nettoyage de tous types, les pénalités suivantes sont appliquées par semaine de retard.	50 euros HT par semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé ci-contre.

6.2 PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article L .8222-6 du code du travail dans sa rédaction issue de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L-8221-3 à L-8221-5 du code du travail, des pénalités sont appliquées.

Le montant de ces pénalités est égal à 10 % du montant du contrat à condition qu'il n'excède pas celui des amendes encourues en application des articles L-8224-1, L-8224-2 et L-8224-5 du code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, en apportant la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse, la personne morale de droit public peut soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

7 REFACTION

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations, le titulaire encourt des réfections dans les conditions suivantes :

Tous les mois, le prescripteur comptabilisera les non-conformités (NC) dans les conditions prévues et détaillées sur l'annexe 4 du présent document. Les NC s'additionnent mensuellement, le compteur est remis à zéro tous les mois, le montant n'est pas plafonné.

Tous les mois, le prescripteur comptabilisera les non-conformités (NC) dans les conditions prévues et détaillées sur l'annexe 4 du présent document. Le décompte des réfections est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les réfections.

Le montant des réfections est alors déduit de la facture transmis à la CNMSS. Le montant de la réfaction devra être clairement identifié sur la facture.

8 ASPECT FINANCIER DU MARCHE

8.1 FORME DES PRIX

Les prestations du poste 1 sont payées au vu du prix global et forfaitaire annuel qu'indiqué dans acte d'engagement et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire indiqué sur 12 mois d'exploitation.

Les prestations du poste 2 sur bons de commande sont payées au vu des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

8.2 CONTENU DES PRIX

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement et les annexes de l'acte d'engagement, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales, etc. nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations, conformément aux exigences décrites dans les CCTP et ses annexes, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Comme indiqué dans la clause environnementale, 80% des produits d'entretien utilisés doivent être éco labellisés ou avoir des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'éco label européen. Le prix forfaitaire annuel proposé doit tenir en compte. Aucun supplément de prix ne peut être réclamé à ce titre pendant la durée d'exécution du marché.

8.3 MODALITES DE REVISION, CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Qu'il soit forfaitaire ou unitaire, le prix est révisable annuellement au premier jour du mois de la date anniversaire de la notification par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (SNBMP / SNBMP_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors taxe.

P₀ = Prix fixé au marché hors taxe établi du mois de la date limite de remise des offres.

SNBMP₀ = Valeur de l'indice du trimestre de la date limite de remise des offres.

SNBMP = Valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – (BtoB) - CPF 81.21 – Nettoyage de bureaux. Prix de marché – base 2021 – sous le numéro identifiant 010766781 parue au trimestre précédent celui de la révision.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices ; il n'est pas prévu de révision provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

8.4 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE





Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) applicable est celui en vigueur, conformément à la réglementation lors du fait générateur.

9 MODALITES FINANCIERES

9.1 FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

-  Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
-  Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
-  Le code service numéro 77
-  La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Chaque commande est facturée globalement, ce qui exclut les facturations partielles.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : DAF.BF@cnmss.fr

9.2 MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations forfaitaires :

Les prestations journalières, hebdomadaires, mensuelles, les prestations trimestrielles et semestrielles ainsi que l'approvisionnement des consommables sont facturées mensuellement.

Le montant des sommes dues correspond au douzième de la somme des montants totaux forfaitaires annuels correspondants (prix forfaitaires figurant à l'acte d'engagement).

Les prestations sur bon de commande :

Chaque prestation sur bon de commande est facturée après service fait, dans sa globalité ce qui exclut les facturations partielles.

En cas de réfaction :

Le montant de la réfaction décidé d'un commun accord entre le titulaire et la CNMSS sera déduit sur la facture du mois suivant le fait générateur. Le montant de la réfaction devra être clairement identifié sur la facture.

10 DELAIS DE PAIEMENTS

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture sur Chorus Pro.

La monnaie du marché est l'euro.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10.1 PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'œuvre :

- soit lors la conclusion du marché,
- soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

10.2 CESSION – NANTISSEMENT

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : le Directeur de la CNMSS

Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

11 ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES

11.1 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tierces victimes d'accidents ou de dommages tant corporels que matériels ou immatériels causés par l'exécution des prestations.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants éventuels.

11.2 RESILIATION

Résiliation du marché :

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG/FCS. En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité

Résiliation pour absence de mise en œuvre de la clause sociale du militaire blessé :

En cas d'absence de mise en œuvre de la clause sociale du militaire blessé, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, après mise en demeure.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé-réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

11.3 REGLEMENT DES LITIGES

Le présent accord-cadre est régi par le droit Français.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé recours » accessible par le site internet www.telerecours.fr

11.4 FIN DU MARCHE – REPRISE DU MATERIEL

A l'expiration du marché, les titulaires disposeront de 5 jours pour récupérer l'ensemble des moyens mis à disposition pour l'exécution des prestations. Passé ce délai, les responsables des différents sites procéderont à l'enlèvement des matériels concernés aux frais du titulaire.

12 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL « COLLECTEES » PAR LE PRESTATAIRE EN QUALITE DE RESPONSABLE DE TRAITEMENT.

Conformément à l'article 5 du CCAG/FCS, le Prestataire est amené dans le cadre de l'exécution du Contrat à traiter des données à caractère personnel relatives aux agents de la personne publique, notamment les informations concernant l'identité des interlocuteurs désignés pour l'exécution du contrat.

Dans ce cadre, les parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement Européen n° 2016/679 dit règlement général sur la protection des données, ainsi que celles de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Plus précisément, en sa qualité de responsable de traitement de ces données à caractère personnel, le prestataire s'engage à ne traiter ces données à caractère personnel que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des prestations décrites au contrat. En outre, le prestataire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte

accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

13 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo cette collecte et vérification documentaire. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour vous.

A l'issu de la notification vous recevrez un email d'invitation de la part de Hiveo pour créer votre compte et y déposer vos documents.

14 DEROGATION AU CCAG/FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICE

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/FCS dans les conditions définies ci-dessous :

§ du CCAP	Articles du CCAG/FCS
3.1 Durée du marché	13.1.1 Début du délai d'exécution
4.12 Contrôle de l'exécution des prestations et opération de vérification	30.5 Réfaction
6.1 Pénalité en cas de retard dans l'exécution des prestations	14.1.1 Pénalité de retard